

RECUEIL
DE
LEGISLATION
AUSTRIENNE
SUR LE
DROIT DU TRAVAIL
PAR
ROUAST et Paul DE
MORIN

Paris, chez la Faculté de Droit

DEUXIEME EDITION

PARIS
MATHIEU DALLOZ
RUE CASSINI, 11

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

N. B. — Le premier chiffre renvoie au numéro, le second à la page.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

SECTION I. — Définition et objet du droit du travail.

1. Définition	1
2. Objet	2
3. Dénomination	3

SECTION II. — Importance du droit du travail.

4. L'importance individuelle du droit du travail	3
5. Le droit du travail et la paix sociale	4
6. Le droit du travail et la vie économique	5

CHAPITRE II

FORMATION HISTORIQUE DU DROIT DU TRAVAIL.

7. Formation récente du droit du travail	8
--	---

SECTION I. — L'Évolution historique antérieure à la formation du droit du travail.

§ 1. — *Les droits de l'antiquité.*

8. La conception des rapports du travail dans l'antiquité.	9
--	---

§ 2. — *L'ancien droit français.*

9. Le changement du milieu	9
10. Caractère hiérarchique de la corporation	10
11. Les rapports individuels du travail	11
12. Les rapports collectifs du travail	12
13. L'état des relations du travail à la fin de l'ancien régime.	13

DEUXIÈME PARTIE. — Le droit professionnel.

36. Renaissance du droit professionnel	35
37. Le règlement intérieur	36
38. La conception contractuelle	37
39. La conception réglementaire	38
40. Les usages	39
41. La participation des éléments professionnels à la réglementation étatique	40

SECTION III. — Le droit international du travail.

1. — La formation du droit international du travail.

A. LES CAUSES DE FORMATION D'UN DROIT INTERNATIONAL.

42. L'internationalisation du droit du travail, phénomène spontané	41
43. L'internationalisation du droit du travail, phénomène volontaire	42
44. Les obstacles	43

B. LES ÉTAPES DE FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

45. Les périodes de formation du droit international du travail	43
---	----

2. — Les sources actuelles du droit international du travail.

A. — LES TRAITÉS BILATÉRAUX.

46. Place des traités bilatéraux dans le droit international du travail	45
---	----

B. — LES CONVENTIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL.

47. L'Organisation internationale du travail	46
48. Principes généraux intéressant l'Organisation internationale du travail. Le programme	46
49. Fonctionnement de l'Organisation internationale du travail	48
50. Les décisions de la Conférence	50
51. L'œuvre de l'Organisation internationale du travail	51
52. L'Organisation internationale du travail et la guerre de 1939	53

C. — L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

53. L'organisation de la coopération économique et sociale internationale	54
54. L'Assemblée générale	54
55. Le Conseil économique et social	55
56. L'Organisation des Nations unies et l'avenir de l'Organisation internationale du travail	56

67. Principes de cette hiérarchie 57

CHAPITRE IV

CARACTÈRES DU DROIT DU TRAVAIL.

SECTION I. — L'extension du droit du travail.

68. Extension progressive du droit du travail 60
69. Droit du travail et droit de classe 63

SECTION II. — Le caractère concret du droit du travail.

69. Diversité du droit du travail 65
61. Sources de la diversité du droit du travail 65

SECTION III. — Rigueurs et faiblesses de la sanction dans le droit du travail.

62. Sanctions civiles, sanctions pénales 67
63. Le caractère unilatéral du droit du travail 68
64. L'organisation des sanctions 69

SECTION IV. — Place du droit du travail dans l'ensemble du droit.

65. Rapports du droit du travail avec le droit privé et avec le droit public 70
66. Le particularisme du droit du travail 71

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION SOCIALE DU TRAVAIL.

67. L'organisation sociale spontanée 72
68. La collaboration provoquée 73
69. La Charte du travail 74
70. La substitution de l'esprit communautaire à l'esprit de lutte des classes 75
71. Les organes nouveaux 76
72. La Charte et le corporatisme 77
73. Le contrôle de la vie professionnelle 78
74. Appréciation critique de la Charte 79
75. L'échec de la Charte 80
76. La classe ouvrière et l'organisation sociale du travail 81
77. Les liens de l'organisation sociale et de l'organisation économique 82

CHAPITRE PREMIER

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ORGANISATION SOCIALE.

SECTION I. — Les organes centraux.

78. Le ministère du Travail 84
79. Les organes à compétence générale 85
80. Les organes à compétences spécialisées 87

SECTION II. — Les organes régionaux.

81. Organes à compétence générale 87
82. Les organes à compétence spécialisée 89

SECTION III. — L'inspection du travail.

83. Création de l'inspection du travail 90
84. Organisation de l'inspection du travail 90
85. Le domaine du contrôle 91
86. Les fonctions des inspecteurs du travail. Le contrôle des lois sociales 92
87. Droits et obligations des inspecteurs du travail 94
88. L'élargissement des fonctions de l'inspection du travail .. 95

CHAPITRE II

L'ENTREPRISE DANS LE DROIT DU TRAVAIL.

89. Définition de l'entreprise 97
90. L'établissement 98

SECTION I. — La constitution de l'entreprise.

91. Les éléments de l'entreprise et de l'établissement 99

§ 1. — Le chef d'entreprise

92. Rôle et qualités du chef d'entreprise 100

§ 2. — Le personnel.

93. Catégories du personnel; apprentis et stagiaires 101
94. Ouvriers et employés 102
95. Le groupe des employés supérieurs 104

§ 3. — Les moyens utilisés par l'entreprise.

96. Les moyens employés pour l'organisation sociale de l'entreprise 107

§ 4. — La fin recherchée par l'entreprise.

97. La fin sociale de l'entreprise 109

SECTION II. — L'organisation de l'entreprise.

98. Les traits distinctifs de l'entreprise 100

§ 1. — Les prérogatives patronales.

99. Fondement des prérogatives patronales 111

**A. — LE POUVOIR LÉGISLATIF DU CHEF D'ENTREPRISE :
 LE RÈGLEMENT D'ATELIER.**

100. Les règles de fond applicables au règlement d'atelier ... 111

101. Les règles de forme 114

B. — LE DROIT DE DIRECTION DE L'EMPLOYEUR.

102. Caractères du droit de direction 114

103. Ses limites 115

C. — LE POUVOIR DISCIPLINAIRE.

104. Formation d'un droit disciplinaire 116

105. I. La réglementation de la répression 117

106. Les peines disciplinaires des règlements d'atelier 118

107. Le pouvoir disciplinaire non statutaire 120

108. II. La procédure disciplinaire 122

§ 2. — Le rôle du personnel dans l'entreprise.

109. Place du personnel dans l'entreprise 124

A. — LA FORMATION DES RAPPORTS COLLECTIFS

110. Les premiers essais 125

111. Les délégués ouvriers prévus par l'accord Matignon ... 127

**112. L'institution des comités d'établissements par la Charte
du travail** 127

**113. L'abolition de la Charte, la création des comités d'entre-
prises.** 129

B. — LES COMITÉS D'ENTREPRISES

114. Caractères des comités 130

1°) Organisation des comités d'entreprises

115. Domaine de l'institution 131

116. Composition du comité d'entreprise 133

117. Désignation des membres du comité 134

118. Procédure de l'élection 135

119. Le statut des membres du comité 136

120. Fonctionnement du comité 137

121. L'exécution des résolutions 138

2°) Les attributions des comités d'entreprises.

122. Les diverses attributions des comités 139

123. Les fonctions consultatives 140

124. La coopération à l'amélioration des conditions de travail.

La constitution des comités sociaux 143

Rôle du comité d'entreprise 144

Nature juridique et personnalité du comité 144

C. — LES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL.

Évolution de l'institution 146

1°) L'organisation des délégations.

bis. Domaine de l'institution 146

ter. Désignation des délégués 147

quater. Le statut des délégués 149

2°) Les attributions des délégués.

La présentation des réclamations 149

bis. Mode de présentation des réclamations 151

ter. L'élargissement des fonctions des délégués 152

SECTION III. — La vie de l'entreprise.

Le fonctionnement de l'entreprise 153

— Les changements dans la constitution de l'entreprise

L'entreprise, universalité de fait 154

— Le contrôle sur le fonctionnement de l'entreprise.

Le contrôle par l'autorité publique 156

Le contrôle par les milieux du travail 157

**§ 2. — Les fonctions de l'entreprise privée
 dans le droit du travail.**

Évolution du régime de l'entreprise 158

CHAPITRE III

LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS, LE SYNDICALISME.

Définition du syndicat 161

Le particularisme du droit syndical 161

SECTION I. — La conquête du droit syndical.

L'interdiction des groupements professionnels 162

Le régime de tolérance des groupements professionnels. 164

La reconnaissance du droit syndical 165

**SECTION II. — La constitution des syndicats et des Unions
 de syndicats.**

Les idées directrices 167

Evolution du droit syndical	192
I. Les droits communs à tous les syndicats	192
La défense de l'intérêt collectif de la profession	193
Conditions de l'action syndicale	195
II. Les droits des organisations syndicales les plus représentatives	197
Sens de l'évolution	199
Notion des organisations syndicales les plus représentatives	199
Le contrôle sur la désignation des organisations les plus représentatives	200

§ 3. — *Dissolution du syndicat.*

Les divers modes de dissolution	201
---------------------------------------	-----

SECTION IV. — *La vie syndicale.*

§ 1. — *Les organisations syndicales.*

Traits caractéristiques des organisations syndicales....	202
--	-----

A. — *LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS.*

Le pluralisme syndical	202
La formation des confédérations	203
L'importance numérique des syndicats	206
La vie syndicale depuis le début des hostilités	207

B. — *LE SYNDICALISME PATRONAL.*

Développement et traits distinctifs du syndicalisme patronal	209
--	-----

LA VIE SYNDICALE HORS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

L'agriculture, les professions libérales, la fonction publique	211
--	-----

§ 2. — *Les doctrines syndicales.*

Les doctrines du syndicalisme ouvrier	213
L'avenir du droit syndical	217

CHAPITRE IV

LA COLLABORATION SOCIALE. LES CONVENTIONS COLLECTIVES.

Collaboration spontanée et collaboration provoquée ...	219
Les formes de la collaboration sociale	219

SECTION I. — Les conventions collectives

§ 1. — Notions générales

A. — DÉFINITION ET FONCTIONS DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

180. Définition	220
181. Fonctions de la convention collective	221
182. Les obstacles au développement des conventions collectives	223

B. — LE DÉVELOPPEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES.

183. La phase jurisprudentielle	224
184. La loi du 25 mars 1919	226
185. La loi du 24 juin 1936	227

C. NATURE DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

186. Les traits de la convention collective	228
187. La conception contractuelle	228
188. La conception réglementaire	230
189. Le dualisme de la convention collective	230

**§ 2. — Le droit commun des conventions collectives.
La loi du 25 mars 1919.**

A. — LA CONCLUSION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

190. Les parties à la convention	232
191. L'objet des conventions collectives	233
192. Domaine d'application des conventions collectives	233
193. Les règles de forme	235

B. — LES EFFETS DE LA CONVENTION COLLECTIVE A L'ÉGARD DES PARTIES.

194. Droits et obligations des parties	235
195. Les adhésions à la convention collective	236
196. Durée de ces obligations	237

C. — LES EFFETS DE LA CONVENTION A L'ÉGARD DES MEMBRES DE LA PROFESSION.

197. Détermination des personnes soumises à la convention	237
198. Possibilité donnée à certaines personnes de se soustraire à l'application de la convention	238
199. Les personnes étrangères à la convention	239
200. Les effets de la convention entre personnes soumises à la convention collective	239
201. Effets de la convention collective à l'égard des tiers	240

D. — ACTIONS QUI SANCTIONNENT L'INEXÉCUTION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

202. La nature des actions	240
203. Règles de compétence	241

— Les conventions conclues par les organisations syndicales les plus représentatives (Loi du 24 juin 1936).

Implications de la convention collective ordinaire 244

A. — ÉLABORATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

Le cadre de la convention collective	244
Procédure d'élaboration	245
Le contenu de la convention collective	246
Les conflits relatifs à la conclusion de la convention collective	247

B. — EXTENSION DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

La procédure d'extension	248
Contenu de l'arrêté	249
Effets de l'arrêté	250

C. — L'AVENIR DES CONVENTIONS COLLECTIVES.

Appréciation de la loi du 24 juin 1936	251
Les comités sociaux de la Charte du travail	252
Les conventions collectives et le développement de la législation interventionniste	253

SECTION II. — La collaboration sociale et la réglementation par l'État des conditions du travail.

Les formes de la collaboration sociale, dans la réglementation par l'État des conditions du travail	255
---	-----

CHAPITRE V

LES CONFLITS DU TRAVAIL, LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE.

204. La notion de coalition	257
205. Les facteurs des coalitions	257
206. Coalition et lutte des classes	259
207. Gravité des coalitions	260
SECTION I. — Conquête et déclin de la liberté de coalition.	260
208. La répression des coalitions	262
209. La liberté des coalitions	262
210. Le déclin de la liberté des coalitions	264

SECTION II. — La conciliation et l'arbitrage des conflits de travail.

211. Notions générales	265
212. Évolution des procédures de conciliation et d'arbitrage	268
— Les procédures de conciliation et d'arbitrage antérieures aux hostilités.	268

A. — LES CONFLITS SOUMIS A LA CONCILIATION ET A L'ARBITRAGE.

213. Le domaine des procédures	269
214. La notion de conflit collectif du travail	269
215. Distinction du conflit collectif et du conflit individuel	271

Les résultats des procédures de conciliation	273
C. — L'ARBITRAGE DES CONFLITS COLLECTIFS.	
220. La procédure d'arbitrage facultative	275
221. L'arbitrage obligatoire. I. L'obligation de recourir à l'arbitrage	274
222. II. Les pouvoirs des arbitres	275
223. Le règlement arbitral des conditions du travail	275
224. III. La sentence arbitrale	278
225. La Cour supérieure d'arbitrage	279
226. Les résultats des procédures d'arbitrage	280
§ 2. — La réorganisation des juridictions du travail.	
227. La Charte du travail	282
228. L'avenir des juridictions du travail	283

DEUXIÈME PARTIE

LES RAPPORTS INDIVIDUELS DU TRAVAIL.

229. Les problèmes posés par les rapports individuels du travail	285
--	-----

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DU PRINCIPE DE LIBERTÉ DU TRAVAIL.

230. Déclin du principe de liberté du travail	285
---	-----

SECTION I. — L'organisation de la profession.

§ 1. — L'accès à la vie professionnelle.

231. La renaissance d'une formation professionnelle	286
232. L'apprentissage contractuel	287
233. L'organisation de l'enseignement professionnel par l'État	287
234. L'orientation professionnelle	288
235. L'enseignement technique	288
236. La formation professionnelle obligatoire	289
237. La rééducation et le reclassement professionnels	291

§ 2. — L'organisation professionnelle après l'entrée dans la profession.

238. La qualification professionnelle	292
239. Le perfectionnement professionnel et la promotion de carrière	293
240. La propriété du métier	294

SECTION II. — L'organisation du marché du travail.	295
Les formes de l'organisation	295

§ 1. — Les interdictions d'embauchage.

Les diverses interdictions d'embauchage	295
L'âge d'admission des mineurs	295
L'emploi des travailleurs étrangers	297
La carte d'identité de travailleur étranger	298
L'interdiction des cumuls d'emploi	299
Le travail féminin	301

§ 2. — Les obligations d'embauchage.

Preuves de contrat, priorité d'embauchage, emploi obligatoire de certains travailleurs	302
--	-----

SECTION III. — Le contrôle de l'embauchage.

Le contrôle de l'embauchage et les revendications ouvrières	304
Le contrôle de l'embauchage dans l'économie dirigée	304

CHAPITRE II

LE CONTRAT DE TRAVAIL.

SECTION I. — Notions générales.

— Définition et critères du contrat de travail.

Dénomination	307
Définition	308
Distinction du contrat de travail et du contrat d'entreprise	308
Critérium positif d'après le mode de rémunération	309
Critérium positif en fonction de la subordination économique	310
Critérium tiré du lien juridique de subordination	311
Applications	312
Distinction du contrat de travail et du mandat	312
Situation des voyageurs représentants de commerce et placiers	312
Distinction du contrat de travail et de la société	315
Travailleurs pourvus d'un statut spécial : journalistes et concierges	315
La prestation gratuite de travail	316

§ 2. — Le rôle du contrat de travail dans les relations individuelles du travail.

Déclin du contrat de travail; la notion de la « relation de travail »	317
---	-----

Contrat et institution dans le droit du	318
SECTION II. — Condition de validité et preuve du contrat.	
275. Travail de la femme mariée	318
276. Travail des enfants	319
277. Travail des étrangers	320
278. Caractère personnel du contrat	321
279. Consentement	321
280. Limitation à la liberté d'embauchage	322
281. Responsabilité du nouvel employeur en cas d'embauchage d'un travailleur lié vis-à-vis du précédent	323
282. Preuve du contrat de travail	323
SECTION III. — Obligations de l'employé.	
283. Obligation d'exécuter le travail	324
284. Obligation de fidélité	325
285. Le certificat de travail	325
SECTION IV. — Obligations contractuelles de l'employeur.	
286. Généralités	326
§ 1. — Le salaire et ses compléments.	
287. Définition du salaire	327
288. Consistance du salaire	327
289. Pourboires	328
290. L'extension de la notion de salaire	328
291. La socialisation du salaire	329
292. Évolution de l'institution des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique	329
§ 2. — Taux et mode de paiement du salaire.	
A. — L'ÉVOLUTION DANS LA DÉTERMINATION DES TAUX DES SALAIRES.	
293. Le régime contractuel	330
294. La fixation des salaires par accords collectifs	330
295. L'intervention de l'État	331
296. Salaires fixés par référence à un salaire normal : les marchés de travaux publics	331
297. Autres applications du salaire normal : les traités de travail	332
298. Fixation directe du salaire	332
B. — LE RÉGIME DE FIXATION DES SALAIRES.	
299. Les principes	333
300. Le mécanisme de fixation des salaires	333
301. L'application des règles sur le taux des salaires	334

SECTION V. — LE RÉGIME DU PAYEMENT DES SALAIRES.	
302. Époque et lieu de paiement	334
303. Prescription de la créance de salaire	335
304. Forme du paiement	335
305. Restrictions à la compensation	336
306. Garanties de paiement du salaire	336
307. Protection du salaire contre la saisie et la cession	337
308. Le salaire de payé	342
SECTION V. — La réglementation légale du travail.	
309. Notions générales	343
310. Obligation de déclarer les établissements industriels et commerciaux	343
§ 1. — La durée journalière ou hebdomadaire du travail.	
311. Motifs de l'intervention du législateur	344
312. Évolution de la législation	345
313. Principes généraux du régime actuel	347
314. Portée de la loi	348
315. Dérogations	349
316. Réglementation spéciale de la durée du travail des mines	350
317. Durée du travail des femmes et des enfants	351
318. Le travail de nuit	351
§ 2. — Le repos hebdomadaire.	
319. Motifs et évolution de la législation	352
320. Établissements soumis à la loi	353
321. Application de la loi aux bénéficiaires	354
322. Modalités d'application et dérogations	354
323. La fermeture hebdomadaire des établissements	357
§ 3. — Les congés payés.	
324. Fondement et développement de la législation	357
325. Bénéficiaires des congés payés	358
326. Époque et durée des congés	359
327. Indemnité à payer	360
328. Cas où le contrat de travail est résilié	360
329. Dérogations	361
§ 4. — Obligations relatives à l'hygiène et à la sécurité.	
330. Notions sommaires	362
331. Les services médicaux du travail	362
332. Les services sociaux du travail	364
SECTION VI. — Cessation du contrat de travail.	
333. Instructions à suivre	365

Le contrat de travail est conclu pour une durée déterminée	350
Le contrat de travail est conclu pour une durée indéterminée	351
Cas particuliers de services militaires	357
Cas particuliers des femmes en couches	358
Rupture tenant au fait d'un des contractants	358
339. Conséquences de la cessation et de la cessation de l'entreprise	359
340. Cas de grève	370

§ 2. — Contrat à durée indéterminée.

A. — LE PRINCIPE.

341. La liberté de rupture et ses limitations	371
342. Influence, sur les relations du travail, des troubles survenus dans le fonctionnement de l'entreprise	371
343. Le contrôle des résiliations	373
344. La rupture sans formes et la suspension	374
345. La grève entraîne-t-elle rupture ou suspension du contrat de travail?	375

B. — LE DÉLAI-CONGÉ.

346. Utilité d'un délai de congédiement	375
347. Détermination du délai-congé	377
348. Formes et effets du délai-congé	377
349. Sanction d'une brusque rupture	378

C. — RESPONSABILITÉ POUR ABUS DE RUPTURE.

350. Évolution historique	379
351. L'abus du droit de licenciement	380
352. Montant de l'indemnité	381

D. — LES INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT NON ABUSIF.

353. Indemnités résultant de conventions ou d'usages	382
354. Indemnités imposées par la loi	383
355. Licenciements consécutifs à la guerre	384

CHAPITRE III

L'APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL HORS DU CONTRAT DE TRAVAIL

356. L'extension du droit du travail	385
--------------------------------------	-----

SECTION I. — L'application du droit du travail à des catégories autres que le contrat de travail.

357. Les contrats intéressés par le droit du travail	386
--	-----

§ 1. — Le contrat d'apprentissage.

358. Définition du contrat d'apprentissage	387
359. Formation du contrat d'apprentissage	388

360. Les obligations du maître	389
361. Les obligations de l'apprenti	390
362. Résiliation du contrat	391

§ 2. — Le contrat d'entreprise.

363. Le règlementation du contrat d'entreprise	392
364. L'exploitation des ouvriers par le marchandage, sa prohibition	393
365. La garantie du paiement des salaires dans la sous-entreprise	394

SECTION II. — L'application du droit du travail indépendamment de toute qualification du contrat.

366. Le domaine de l'intervention	392
-----------------------------------	-----

§ 1. — Le salaire minimum des travailleurs à domicile.

367. Les motifs de l'intervention	393
368. La notion du travail à domicile	394
369. La garantie d'un salaire minimum	395
370. Les mesures de contrôle	396
371. Sanction des règles sur le salaire minimum	397

§ 2. — L'extension de la législation sociale aux travailleurs à domicile.

372. Domaine de l'extension	398
-----------------------------	-----

SECTION III. — L'application du droit du travail à des rapports extracontractuels.

373. Nullité du contrat de travail	398
374. Les mesures accessoires sur l'emploi de la main-d'œuvre	400

TROISIÈME PARTIE

PROTECTION DU TRAVAILLEUR CONTRE LES RISQUES

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

375. Les risques du travail et les risques humains des travailleurs	402
376. Les divers modes de protection : responsabilité, assurance, assistance	403
377. La protection dans l'entreprise, dans la profession, dans la nation	404

199. Le plan de sécurité sociale	
200. L'organisation des caisses de sécurité	
201. Organisation et fonctionnement des caisses primaires	
202. Organisation et fonctionnement des caisses régionales	
203. Organisation et fonctionnement de la caisse nationale	
204. Organisation administrative	
205. Ressources des caisses et garanties des versements	
206. Contrôle des versements	

CHAPITRE II

LES ASSURANCES SOCIALES

SECTION I. — Notions générales.

§ 1. — Fondement de la législation des assurances sociales.

209. Position de la question de l'assurance des travailleurs salariés	
207. La solution des assurances sociales	

§ 2. — Elaboration de la législation française des assurances sociales.

208. Les retraites ouvrières	
209. Les lois des 5 avril 1928 et 30 avril 1930	
200. Les décrets-loi de 1935 et l'ordonnance de 1945	

§ 3. — Les principes fondamentaux.

201. L'unité de l'assurance	
202. L'obligation et le précompte	
203. La cotisation paritaire ouvrière et patronale	
204. Le ticket modérateur	
205. Le libre choix du médecin	
206. Détermination de la caisse de sécurité sociale	
207. L'ancienne organisation des caisses d'assurances sociales	
208. L'organisation particulière des assurances sociales agricoles	

SECTION II. — Détermination des assujettis.

209. La conception sociale de l'assujettissement	
210. L'assujettissement des salariés et des personnes assimilées	
211. Salariés exclus de l'assujettissement	
212. Assujettissement facultatif	
213. L'assimilation des assujettis	
214. La généralisation des assurances sociales	

SECTION III. — Les cotisations	
215. Détermination du montant des cotisations	
216. Cas d'appel sous les drapeaux	
217. Cotisation des agriculteurs	
218. L'organisation des versements	

SECTION IV. — Les prestations.

1. — Les prestations en cas de maladie et de maternité.

219. Conditions générales d'allocation des prestations en cas de maladie	427
220. Les frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers	428
221. Les prestations en argent	429
222. Le contrôle médical	430
223. L'assurance de la longue maladie	431
224. Les prestations en cas de maternité	431
225. Combinaison des assurances maladie et maternité avec la législation des accidents du travail et la législation des pensions de guerre	432

§ 2. — Les prestations d'invalidité.

226. Conditions générales de fonctionnement de l'assurance invalidité	433
227. La pension d'invalidité	434
228. Les prestations concernant les soins	434

§ 3. — Les prestations concernant la vieillesse.

229. L'assurance vieillesse et l'allocation aux vieux travailleurs	435
A. — LA PENSION D'ASSURANCE-VIEILLESSE.	
230. Ouverture du droit à la pension	436
231. Quotité de la pension	436
232. Régime juridique de la pension	437
B. — L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIÉS.	
233. Conditions d'attribution de l'allocation	438
234. Montant et régime juridique de l'allocation	438

§ 4. — Les prestations en cas de décès.

235. L'allocation au décès	439
236. Les pensions du conjoint survivant	439

CHAPITRE III

LES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

237. Origine et développement des allocations familiales	440
238. La loi du 11 mars 1932 et l'évolution postérieure	440

436. Les bénéficiaires	443
437. Attribution des allocations	443
438. Taux des prestations	443
439. La prime de la mère au foyer et l'allocation de salaire unique	447
440. Sanctions et garanties du paiement des allocations	448
441. Le régime des caisses d'allocations familiales	449

CHAPITRE IV

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

SECTION I. — Fondement et évolution de la législation.

435. Insuffisance du droit commun pour couvrir le risque du travail	450
436. Le risque professionnel	451
437. L'assurance	452
438. Le forfait de responsabilité	453
439. La loi du 9 avril 1898 et le développement postérieur de la législation	454
440. La réforme de 1938	455
441. L'ordonnance du 19 octobre 1945	456
442. Critique de l'idée de risque professionnel; le risque d'autorité	459
443. Avantages et inconvénients de la législation des accidents	459
444. Exclusion du droit commun	460
445. Absence de cumul avec une pension	460
446. La prévention des accidents et la rééducation	461

SECTION II. — Conditions d'application de la législation des accidents.

§ 1. — Conditions juridiques.

447. Distinction des accidents agricoles et non agricoles	462
448. Domaine des lois de 1922, 1899 et 1914	462
449. Nécessité d'un contrat de travail entre l'employeur et la victime	463
450. Cas de nullité du contrat	463
451. Portée du principe : cas où la loi ne s'applique pas	463
452. Application exceptionnelle de la loi	463
453. Personnes responsables des accidents	463
454. Adhésion facultative à la législation des accidents	463

§ 2. — Conditions matérielles.

455. La notion d'accident	464
456. Distinction de l'accident et de la maladie	464

457. L'acte et le fait de travail	464
458. Applications : accidents en cours de trajet ou en vacances	464
459. Cas de repos et de désobéissance	464
460. Présomption concernant la matérialité de l'accident	470
461. Présomption de causalité rattachant la lésion à l'accident	473

§ 3. — Conditions particulières aux maladies professionnelles.

462. La notion de maladie professionnelle	474
463. Conditions d'application de la loi	475
464. Conditions spéciales concernant la silicose	476

§ 4. — Circonstances modifiant la réparation.

465. La faute intentionnelle	477
466. La faute inexcusable du patron	477
467. Faute inexcusable de la victime	479
468. L'origine naturelle de l'accident	480

§ 5. — Des accidents causés par des tiers.

469. Principe posé par l'ancien article 7	481
470. Définition des tiers	482
471. Théorie du travail en commun	483
472. Qualité des actions de la victime	484
473. La réparation due par le tiers	484
474. Exonération du patron et de la caisse par la condamnation du tiers	485
475. Cas de responsabilité partielle du tiers	486

SECTION III. — L'indemnisation des accidents et maladies professionnelles.

§ 1. — Constatation des accidents et détermination des indemnités.

476. La déclaration d'accident	487
477. Les certificats médicaux et le choix du médecin	488
478. Rôle du juge de paix; l'expertise	489
479. Distinction des diverses indemnités	489
480. La prescription des indemnités	490

§ 2. — Les indemnités temporaires.

481. Compétence et procédure	491
482. Les frais médicaux, hospitaliers, pharmaceutiques et funéraires	492
483. L'indemnité d'incapacité temporaire : son taux	492
484. Durée de l'indemnité temporaire : la consolidation de la blessure	493

395	Compétence et procédure	487
396	Substitution à l'employeur des caisses de sécurité sociale	495
397	Détermination du taux de la rente	495
398	Évaluation de l'incapacité	496
399	Cas d'invalidité préexistante	497
400	Cas de décès : droit du conjoint survivant	498
401	Droits des enfants	499
402	Droits des descendants et ascendants	499

§ 4. — *Le salaire de base des indemnités.*

403	Consistance du salaire de base	500
404	Allocations familiales et assurances sociales	501
405	Salaire de base de l'indemnité temporaire	502
406	Salaire de base des rentes	503
407	Cas d'ouvriers n'ayant accompli qu'un travail discontinu	504
408	Cas de chômage exceptionnel et involontaire	505
409	Salaire de base des ouvriers agricoles saisonniers	506
509	Cas particuliers de détermination du salaire de base	507

§ 5. — *Paiement des indemnités.*

501	Règles concernant le paiement ; sanction des retards	508
502	Insaisissabilité des indemnités	509
503	Modifications éventuelles des rentes : suspension, conversion, réversibilité	510
504	Situation des étrangers	511
505	Le rajustement des rentes	512
506	Les garanties du paiement	513

§ 6. — *La révision.*

507	Utilité et conditions générales de la révision	514
508	Conditions de recevabilité	515
509	Révision pour aggravation	516
510	Révision pour atténuation de l'infirmité	517
511	Compétence et procédure	518
512	Effets de la révision	519

CHAPITRE V

DES MESURES RELATIVES AU CHÔMAGE

SECTION I. — *Généralités.*

513	Gravité du problème du chômage	520
514	Les mesures diverses prises contre le chômage	521
515	Législation	522

SECTION II. — *Les allocations de chômage.*

Organismes chargés du service des allocations	523
Caractéristiques des allocations	524

Conditions générales de participation aux allocations	521
Conditions spéciales aux chômeurs complets	522
Conditions spéciales aux chômeurs partiels	523
Montant et caractère des allocations	523

SECTION III. — *La lutte contre le chômage.*

524	Les bureaux privés payants : évolution historique	525
525	Régime actuel des bureaux payants	526
526	Les bureaux privés gratuits	526
527	Les organismes officiels	527
528	Les travaux contre le chômage	528
529	Le reclassement professionnel	528